

AB/CF

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE

**ETABLISSEMENTS DANGEREUX
INSALUBRES OU INCOMMODES**

N° **5.945**

ETABLISSEMENT DE 2ème CLASSE

Arrêté n° 66-SRE-035 autorisant la municipalité de FLAGY à installer une décharge contrôlée d'ordures ménagères

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE
Commandeur de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée et le décret du 1er avril 1964 relatifs aux établissements dangereux insalubres ou incommodes

VU le décret du 24 décembre 1919 modifié et complété par les décrets des 20 Mai 1953, 15 Avril 1958, 17 Octobre 1960 et 19 août 1964 publiant la nomenclature des établissements dangereux insalubres ou incommodes

VU l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes

VU l'arrêté préfectoral du 10 février 1965 déterminant, en application de l'article 24 du décret du 1er avril 1964, les prescriptions générales à imposer aux industries rangées dans la 3ème classe

VU la demande présentée par la municipalité de FLAGY à l'effet d'être autorisée à installer sur le territoire de la commune, lieudit "Bois Maury" (terrain cadastré n°1 section B) une décharge contrôlée d'ordures ménagères

VU le rapport du directeur de la station agronomique de Seir et Marne, inspecteur des établissements classés

VU le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo dressé conformément à la législation en vigueur

VU l'avis du directeur départemental de la construction

VU l'avis de l'ingénieur en chef du génie rural, des eaux et des forêts, directeur départemental de l'agriculture

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène émis dans sa séance du 2 février 1966

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture;

.../...

- - -
ARRETE

TITRE I - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1er. - la municipalité de FLAGY est autorisée à installer sur le territoire de la commune, lieudit "Bois Maury" (terrain cadastré n°I -section B) une décharge contrôlée d'ordures ménagères rangée dans la 2ème classe des établissements flange-reux, insalubres ou incommodes par référence au n°169 de la nomenclature annexée à la loi du 19 décembre 1917 modifiée.

La présente autorisation est accordée sous réserve que soient rigoureusement observées les prescriptions suivantes :

- 1°) le dépôt de déchets ménagers sera traité selon la technique des décharges dites "contrôlées",
- 2°) il devra cesser d'être utilisé dès que l'usine de traitement des ordures ménagères de la région de Montereau sera en mesure de fonctionner,
- 3°) toutes dispositions seront prises en vue d'éviter l'altération des eaux, la prolifération des mouches et des rongeurs, les fumées, les poussières, les mauvaises odeurs et toutes nuisances susceptibles d'incommoder le voisinage.

TITRE II - HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

ARTICLE 2.- DISPOSITIONS GENERALES : Le permissionnaire devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son exécution dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 3.- Les conditions ci-dessus devront être réalisées dès la mise en fonctionnement de l'établissement qui ne pourra dépasser le délai de deux ans, à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation sera périmée si l'établissement n'a pas été ouvert dans le délai fixé ci-dessus ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, sauf dans le cas de force majeure (art. 20 du décret du 1er avril 1964)

ARTICLE 4.- Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions sus indiquées ainsi qu'à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques et de la commodité des voisins, la présente autorisation pourra être suspendue ou retirée sans indemnité.

ARTICLE 5.- Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, dans la nature de l'outillage et du travail, toute extension de l'exploitation entraînant une modification notable des conditions imposées par l'arrêté d'autorisation, nécessitera une demande d'autorisation complémentaire qui doit être faite préalablement aux changements projetés (art. 31 du décret du 1er avril 1964).

ARTICLE 6.- Si l'établissement change d'exploitant le successeur ou son représentant sera tenu d'en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suivra la prise de possession.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers (art. 12 de la loi) Elle est délivrée dans le cadre de la législation sur les établissements classés et ne préjuge pas des décisions relevant d'autres domaines (permis de construire, occupation du domaine public, autorisation de défrichement... etc)

ARTICLE 7.- Le présent arrêté sera notifié au permissionnaire par **M. le sous-préfet chargé de l'arrondissement de Melun**

Un extrait énumérant les conditions imposées et faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée aux archives de la Mairie sera inséré par les soins du Maire et aux frais de l'industriel dans un journal d'annonces légales du département.

Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette double formalité sera adressé à la Préfecture dans le moindre délai.

Pour ampliation
Le Préfet et par délégation
Le Chef de Section

Ampliation du présent arrêté sera transmise à **M. le directeur de la station agronomique de Seine-et-Marne,**
Inspecteur des Etablissements Classés chargé de vérifier si les conditions ci-dessus indiquées ont été remplies exactement.

Boudier

16 FEV. 1969

MELUN, le

Le Préfet,

pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général

signé: J.B. PROT

Destinataires

- Le pétitionnaire
- le Maire de **FLAGY**
- le Sous-préfet chargé de l'arrondissement de Melun
- le Directeur départemental de la construction
- l'Inspecteur des établissements classés
- **chrono**